

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 2557

[C — 2002/29336]

**20 JUIN 2002. — Décret instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° enfant : la personne âgée de moins de dix-huit ans, ainsi que la personne âgée de moins de vingt ans pour laquelle une aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans, en application de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile ou en application du décret du 14 mai 1990 relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse;

2° délégué général : le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant;

3° Conseil : le Conseil de la Communauté française;

4° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.

Tous les titres ou noms de fonctions repris dans le présent décret doivent s'entendre au masculin et au féminin.

**Art. 2.** La fonction de délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant est instituée auprès du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 3.** Le délégué général a pour mission de veiller à la sauvegarde des droits et intérêts des enfants.

Le Conseil établit pour chaque mandat une liste non exhaustive des domaines prioritaires dans lesquels le délégué général exerce cette mission. Il remet cette liste au Gouvernement lorsqu'il lui fait parvenir son avis relatif aux candidats qu'il a entendu conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

Dans l'exercice de sa mission, le délégué général :

1° assure la promotion des droits et intérêts de l'enfant et organise des actions d'information sur ces droits et intérêts et leur respect effectif;

2° informe les personnes privées, physiques ou morales et les personnes de droit public, des droits et intérêts des enfants;

3° vérifie l'application correcte des lois, décrets, ordonnances et réglementations qui concernent les enfants;

4° soumet au Gouvernement, au Conseil et à toute autorité compétente à l'égard des enfants, toute proposition visant à adapter la réglementation en vigueur, en vue d'une protection plus complète et plus efficace des droits des enfants et fait en ces matières toute recommandation nécessaire;

5° reçoit, de toute personne physique ou morale intéressée, les informations, les plaintes ou les demandes de médiation relatives aux atteintes portées aux droits et intérêts des enfants;

6° mène à la demande du Conseil toutes les investigations sur le fonctionnement des services administratifs de la Communauté française concernés par cette mission.

**Art. 4.** Le délégué général adresse aux autorités fédérales, aux autorités de la Communauté, des Régions, des provinces, des communes ou à toute institution dépendant de ces autorités, les interpellations et demandes d'investigation nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Dans les limites fixées par la Constitution, les lois, les décrets et les arrêtés et dans celles de sa mission, le délégué général a accès librement durant les heures normales d'activité à tous les bâtiments des services publics communautaires ou aux bâtiments privés bénéficiant d'un subside de la Communauté française.

Les responsables et les membres du personnel de ces services sont tenus de communiquer au délégué général les pièces et informations nécessaires à l'exercice de sa mission, à l'exception de celles qui sont couvertes par le secret médical ou dont ils ont pris connaissance en leur qualité de confident nécessaire.

Le délégué général peut prévoir des délais impératifs de réponse dûment motivés aux personnes visées à l'alinéa 3.

A défaut de réponse à la demande du délégué général dans les délais impartis, ou en cas de refus motivé, le délégué général dispose d'un recours auprès du Gouvernement qui est tenu de statuer dans le mois. En cas d'urgence spécialement motivée, le Gouvernement statue lors de sa prochaine séance.

Durant le déroulement de cette procédure, les parties sont tenues à assurer la confidentialité de celle-ci.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Avant toute désignation dans la fonction de délégué général, le Conseil entend les candidats à la fonction et rend un avis sur les candidatures au Gouvernement dans les trois mois de la communication de ces dernières au Conseil.

Le renouvellement du mandat est soumis aux mêmes modalités.

§ 2. Le Gouvernement ne peut mettre fin au mandat du délégué général avant son terme, qu'après avis du Conseil.

**Art. 6.** Le délégué général est placé sous l'autorité du Gouvernement. Il bénéficie de la liberté d'action et d'expression nécessaire à l'exercice de sa mission et est tenu au devoir de réserve que lui impose celui-ci.

A ce titre, il agit en toute indépendance et ne peut être relevé de sa charge en raison d'actes qu'il accomplit dans le cadre de sa mission.

**Art. 7.** Le 20 novembre de chaque année, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, le délégué général adresse simultanément au Gouvernement et au Conseil, un rapport annuel dans lequel il établit le bilan de son activité.

Ce rapport contient les recommandations qu'il juge utiles et expose les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité d'un réclamant et de membres du personnel des autorités administratives ne peut y être mentionnée.

Le rapport est accessible au public.

Le délégué général peut à tout moment être entendu par le Gouvernement ou le Conseil.

**Art. 8.** Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent décret.

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 259-1. Amendements de commission, n° 259-2. Rapport, n° 259-3.  
*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 18 juin 2002.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2557

[C — 2002/29336]

**20 JUNI 2002. — Decreet tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

1° kind : de persoon die minstens achttien jaar oud is alsook de persoon die minstens twintig jaar oud is en voor wie hulp werd aangevraagd vóór de leeftijd van achttien jaar, met toepassing van de wet van 19 januari 1990 tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar of met toepassing van het decreet van 14 mei 1990 betreffende de handhaving, na de leeftijd van achttien jaar, van zekere maatregelen inzake jeugdbescherming;

2° algemeen afgevaardigde : de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

3° Raad : de Raad van de Franse Gemeenschap;

4° Regering : de Franse Gemeenschapsregering.

Alle titels of namen van ambten in dit decreet zijn sekseneutraal.

**Art. 2.** Het ambt van algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind wordt ingesteld bij de Franse Gemeenschapsregering.

**Art. 3.** De opdracht van de algemeen afgevaardigde bestaat erin te zorgen voor de vrijwaring van de rechten en de behartiging van de belangen van de kinderen.

De Raad maakt voor ieder mandaat een onvolledige lijst op van de prioritair domeinen binnen dewelke de algemeen afgevaardigde deze opdracht vervult. Hij overhandigt deze lijst aan de Regering terzelfder tijd met zijn advies omtrent de kandidaten die hij gehoord heeft overeenkomstig artikel 5, § 1.

Bij de uitoefening van zijn opdracht :

1° staat de algemeen afgevaardigde in voor de promotie van de rechten en de belangen van het kind en zet hij informatiecampagnes over deze rechten en belangen en hun werkelijke naleving op het getouw;

2° brengt de algemeen afgevaardigde de private, natuurlijke of rechtspersonen en de publiekrechtelijke personen op de hoogte van de rechten en belangen van de kinderen;

3° ziet de algemeen afgevaardigde toe op de correcte toepassing van de wetten, decreten, ordonnanties en reglementeringen aangaande de kinderen;

4° legt de algemeen afgevaardigde de Regering, de Raad en iedere andere overheid bevoegd voor de kinderen, elk voorstel voor betreffende de aanpassing van de geldende wetgeving om zo te komen tot een betere en doeltreffendere bescherming van de rechten van het kind en doet hij terzake alle nodige aanbevelingen;

5° krijgt de algemeen afgevaardigde van iedere belangstellende natuurlijke of rechtspersoon, informatie, klachten of bemiddelingsaanvragen over inbreuken op de rechten en belangen van de kinderen;

6° voert de algemeen afgevaardigde, op verzoek van de Raad, alle onderzoeken over de werking van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschap die bij deze opdracht betrokken zijn.

**Art. 4.** De algemeen afgevaardigde richt aan de federale overheden, de overheden van de Gemeenschap, de Gewesten, de provincies, de gemeenten of iedere instelling die van deze overheden afhangt, interpellaties of onderzoeksaanvragen nodig voor de volbrenging van zijn opdracht.

Binnen de perken gesteld door de Grondwet, de wetten, de decreten en de besluiten en binnen de perken van zijn opdracht heeft de algemeen afgevaardigde, tijdens de normale diensturen, vrije toegang tot alle gebouwen van de overheidsdiensten van de Gemeenschap of tot de private gebouwen die van de Franse Gemeenschap een toelage krijgen.

De verantwoordelijken en de personeelsleden van deze diensten zijn verplicht de algemeen afgevaardigde alle stukken en informatie te bezorgen voor het vervullen van diens opdracht, met uitzondering van de informatie die valt onder het medisch beroepsgeheim of die zij hebben verkregen in hun hoedanigheid van noodzakelijke vertrouwenspersoon.

De algemeen afgevaardigde kan gebiedende termijnen voor antwoord voorzien die aan de in het derde lid bedoelde personen met voldoende reden omkleed worden.

Wanneer geen antwoord wordt gegeven op een vraag van de algemeen afgevaardigde binnen de toegekende termijn of ingeval van een met reden omklede weigering, kan de algemeen afgevaardigde een beroep instellen bij de Regering die dan binnen de maand een beslissing moet nemen. In geval van hoogdringendheid, dewelke bijzonder met reden omkleed is, neemt de Regering een beslissing op de volgende ministerraad.

Tijdens het verloop van deze procedure zijn de partijen eraan gehouden de vertrouwelijkheid ervan te bewaren.

**Art. 5.** § 1. Vóór elke aanstelling in het ambt van algemeen afgevaardigde hoort de Raad de kandidaten voor het ambt en brengt hij bij de Regering een advies uit over de kandidaturen binnen de drie maand na de mededeling van deze kandidaturen aan de Raad.

De vernieuwing van het mandaat gebeurt op dezelfde wijze.

§ 2. De Regering kan pas vroegtijdig een einde stellen aan het mandaat van de algemeen afgevaardigde na advies van de Raad.

**Art. 6.** De algemeen afgevaardigde staat onder het gezag van de Regering. Het staat hem vrij acties te ondernemen en zijn mening te uiten voor de uitoefening van zijn opdracht en hij is verplicht een terughoudende houding aan te nemen die deze hem oplegt.

Hiertoe treedt hij geheel onafhankelijk op en kan hij niet van zijn ambt worden ontheven omwille van daden die hij stelt in het raam van zijn opdracht.

**Art. 7.** Op 20 november van ieder jaar, ter gelegenheid van de internationale dag van de rechten van het kind, bezorgt de algemeen afgevaardigde gelijktijdig aan de Regering en aan de Raad een jaarverslag waarin hij de balans opmaakt van zijn activiteiten.

Dit verslag bevat alle aanbevelingen die hij nuttig acht alsmede alle eventuele moeilijkheden ondervonden bij de uitoefening van zijn ambt.

De identiteit van een reclamant en van personeelsleden van de administratieve overheden mag er niet in worden vermeld.

Dit verslag kan worden ingekeken door het publiek.

De algemeen afgevaardigde kan op ieder ogenblik worden gehoord door de Regering of de Raad.

**Art. 8.** De Regering stelt de uitvoeringswijzen vast van dit decreet.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 20 juni 2002

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 259-1. Commissieamendementen, nr. 259-2 - Verslag, nr. 259-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 2002.

F. 2002 — 2558

[C - 2002/29337]

**20 JUNI 2002.** — **Décret portant création du service du médiateur de la Communauté française** (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du service du médiateur de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il faut entendre par « services administratifs », les services du Gouvernement de la Communauté française, les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté française, la R.T.B.F. et les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

**Art. 2.** Un service du médiateur est créé auprès du Conseil de la Communauté française. Ce service est dirigé par le médiateur de la Communauté française, ci-après dénommé le médiateur. Il est assisté dans cette fonction par le médiateur adjoint.

L'emploi, dans le présent décret, des noms masculins pour les titres de médiateur et de médiateur adjoint sont épiciènes, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

**Art. 3.** Le médiateur reçoit, dans les conditions fixées par le présent décret, les réclamations concernant le fonctionnement des services administratifs dans leurs relations avec les administrés. Le médiateur ne peut recevoir de réclamations pour les services administratifs déjà dotés de leur propre médiateur par une loi ou un décret ou pour les matières spécifiques pour lesquelles une institution similaire existe déjà.

Tout document émanant des services administratifs, à destination de l'information du public, mentionne l'existence du service du médiateur.

CHAPITRE II. — *Organisation du service du médiateur*

**Art. 4.** Le médiateur et le médiateur adjoint sont nommés par le Conseil de la Communauté française après un appel public aux candidatures et une procédure de sélection dont il fixe le règlement. Le médiateur et le médiateur adjoint sont nommés pour une période de six ans, renouvelable une fois selon la même procédure.

Toute personne ayant exercé la fonction de médiateur ou de médiateur adjoint pendant au moins trois ans est considérée, dans le cadre de la procédure de renouvellement, comme ayant accompli un mandat.

Ils prêtent, entre les mains du Président du Conseil de la Communauté française, le serment suivant : « Je jure de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et impartialité. »

**Art. 5.** Pour pouvoir être nommés, le médiateur et le médiateur adjoint doivent :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur;
- 4° justifier d'une expérience utile d'au moins cinq ans dans le secteur public ou privé.